

Amitié et démocratie : le problème de la stratification sociale

SACHA-EMMANUEL MOSSU, *Université Laval*

RÉSUMÉ : Cet article défendra l'idée selon laquelle il existerait une interdépendance empirique entre l'égalité et la fraternité, en montrant que l'amitié civique est minée par les inégalités qui favorisent un phénomène de stratification sociale et qu'en retour, cela a comme résultat de les accroître davantage. Après avoir montré l'importance de l'amitié entre citoyens en démocratie, il exposera la manière par laquelle la répartition de l'amitié est déterminée structurellement par la stratification sociale. Ensuite, il montrera comment cette fragmentation mine les conditions sociales permettant le développement d'amitié entre individus provenant de classes sociales différentes, ce qui à son tour amplifie les inégalités économiques et politiques en réduisant la portée de la solidarité. L'article conclura que, si l'égalité est une valeur démocratique fondamentale, dans les faits, elle dépend de réseaux d'interactions et de solidarités forts entre les citoyens des différentes classes socio-économiques, mais que ces réseaux ne peuvent advenir ou se maintenir dans un contexte trop inégalitaire.

1. Introduction

Dans l'*Éthique à Nicomaque*, Aristote conçoit l'amitié civique non seulement comme une condition à la vie bonne, mais aussi à la cohésion au sein de la Cité. Sa poursuite par les législateurs serait même plus importante que celle de la justice¹. Or, Aristote affirme aussi que la formation d'amitié entre deux individus ne peut

advenir sans un certain niveau d'égalité entre les individus, alors qu'une asymétrie trop importante rend la tâche presque impossible à réaliser². Dans un même ordre d'idées, Alexis de Tocqueville remarque dès l'introduction de *De la démocratie en Amérique* que le succès de la démocratie américaine n'est pas seulement le résultat de bonnes lois et d'institutions politiques, mais avant tout d'un « état social » rendu possible par l'égalisation des conditions matérielles et politiques entre les citoyen·ne·s³. Pour lui, une démocratie qui fonctionne nécessite l'établissement de certaines mœurs, habitudes et relations entre ses membres. Selon ces deux auteurs, si le bon fonctionnement des institutions démocratiques nécessite un certain niveau de fraternisation entre ses membres, il ne peut être atteint lorsque de trop grandes inégalités économiques et sociales existent entre les citoyen·ne·s.

En suivant cette direction, cet article défendra l'idée selon laquelle il existerait une interdépendance empirique entre l'égalité et la fraternité. Il montrera que l'amitié civique est minée par les inégalités, lesquelles favorisent un phénomène de stratification sociale qui, en retour, les accroît davantage. Après avoir montré l'importance de l'amitié entre citoyen·ne·s en démocratie, il exposera la manière par laquelle la répartition de l'amitié est déterminée structurellement par la stratification sociale. Ensuite, il montrera comment cette fragmentation mine les conditions sociales permettant le développement d'amitié entre individus provenant de classes sociales différentes, ce qui à son tour amplifie les inégalités économiques et politiques en réduisant la portée de la solidarité. Il conclura que, si l'égalité est une valeur démocratique fondamentale, dans les faits, elle dépend de réseaux d'interactions et de solidarités forts entre les citoyen·ne·s des différentes classes socio-économiques, mais que ces réseaux ne peuvent advenir ou se maintenir dans un contexte trop inégalitaire.

2. Pourquoi l'amitié est-elle importante en démocratie ?

L'importance de l'amitié en démocratie semble se confirmer dans les travaux du sociologue Robert Putnam. Dans *Bowling Alone*,

L'auteur développe le concept de « capital social ». Il le définit comme « l'ensemble des connexions entre les individus qui s'incarnent dans les réseaux sociaux – dans les normes de réciprocité et de confiance entre les individus qui émergent de ceux-ci⁴ ». Pour lui, une crise de la démocratie serait attribuable à un déclin du capital social dans la société américaine, causant un affaissement de la participation civique et politique, de la vie associative et de la confiance envers les institutions politiques. Un niveau de capital social minimum est nécessaire à la vie politique, car des interactions fréquentes avec un ensemble diversifié d'individus tendent à produire une norme de « réciprocité généralisée » à la grandeur de la société, ce qui favorise la coopération et la création d'obligations mutuelles entre les citoyen·ne·s⁵.

Selon lui, les contacts qui ont lieu dans la société civile et ses associations de toute sorte contribuent au développement des compétences sociales nécessaires à la vie démocratique. En effet, les associations civiles sont souvent des lieux privilégiés pour l'apprentissage des vertus civiques comme la participation active à la vie politique, la disposition à faire des compromis ou encore l'honnêteté, pour ne nommer que celles-ci⁶. De plus, elles informent les citoyen·ne·s en permettant de nombreux échanges d'informations politiques et en offrant des occasions de délibération entre leurs membres. Finalement, elles favorisent le développement de compétences et d'habitudes de coopération nécessaires à la participation dans la vie publique, comme la capacité à communiquer en public⁷. Putnam distingue deux mécanismes de création du capital social, soit le *bridging* et le *bonding*. Le *bonding* renforce l'identité exclusive de groupes homogènes et permet de renforcer la réciprocité entre les groupes, en créant des liens affectifs qui favorisent la solidarité. Le *bridging*, quant à lui, traverse une grande diversité de clivages sociaux et permet une diffusion de l'information et la création de liens entre des communautés hétérogènes⁸.

La position qui est défendue dans cet article est que les inégalités économiques réduisent l'ampleur des réseaux de *bridging*

entre les communautés issues de différentes classes sociales et augmentent le *bonding* au sein de celles-ci, ce qui réduit l'étendue et la portée de la solidarité et qui, à son tour, renforce encore plus les inégalités économiques et politiques. Mais, avant de poursuivre, il est nécessaire d'expliquer en quoi certaines structures sociales déterminent la répartition de l'amitié dans la société.

3. Des amitiés déterminées structurellement ?

Intuitivement, il semble que nos relations amicales soient des liens purement volontaires et non contractuels, qui requièrent la présence d'un lien émotionnel que possèdent les individus et sur lequel des facteurs externes ne peuvent pas avoir d'influence. Pourtant, plusieurs études sociologiques montrent qu'une quantité très importante de facteurs institutionnels, culturels et économiques influencent non seulement avec qui, mais aussi la manière dont nous formons et entretenons nos relations avec autrui⁹. Comme le défend Chiara Cordelli, nos amitiés sont partiellement déterminées par des « conditions de fonds » ainsi que par des normes et habitudes informelles¹⁰. Même s'il est indéniable que la formation d'amitié est en partie le résultat de décisions et de préférences individuelles, sa distribution au sein d'une société donnée dépend aussi de forces extérieures qui affectent les opportunités de rencontres et les contextes d'interactions. Cet article aura comme objectif de montrer que les inégalités de richesse en sont un facteur important. Il existe une multiplicité de façons par lesquelles les inégalités affectent la fraternité entre les citoyens. Par exemple, certains auteurs défendent l'idée voulant que les asymétries de statuts et de ressources créent des barrières morales entre les individus provenant de différentes classes sociales¹¹ alors que pour d'autres, elles mettent les individus dans des situations de compétition sociale qui minent l'entraide et l'amitié civique¹². Ici, nous aborderons seulement une seule des dimensions du problème en traitant de la stratification sociale.

On peut définir la stratification sociale par « le découpage des sociétés humaines en catégories hiérarchisées, présentant en leur

sein une certaine homogénéité, et qui résultent de l'ensemble des différences sociales associées aux inégalités de richesses, de pouvoir, de prestige ou de connaissance¹³». La prochaine partie permettra de voir en quoi les inégalités sociales, en intensifiant les clivages entre les strates économiques, renforcent les barrières sociales et les rendent moins perméables, ce qui réduit la création de capital social par *bridging* et mine l'établissement de liens entre les classes économiques.

4. Un pont entre les classes économiques ?

Même si le terme «*bridging*» n'apparaît jamais dans la *Théorie de la justice*, il semble que John Rawls en souligne l'importance lorsqu'il traite de la « morale de groupe ». Pour lui, le fait de participer aux activités de groupes et aux associations est nécessaire au développement moral des individus¹⁴. L'acquisition de cette « morale de groupe » dépend « du développement des capacités intellectuelles qui sont nécessaires pour comprendre une situation à partir de différents points de vue pris comme les différents aspects d'un même système de coopération¹⁵ ». Il dit que : « nous n'avons pas seulement à apprendre que les choses ont l'air différentes pour les [autres], mais il faut voir aussi qu'ils ont différents désirs et différentes fins, différents projets et différents motifs; et nous devons apprendre tout ceci à partir de leurs paroles, de leur conduite et de leur expression¹⁶ ». La participation à différents groupes, qui permet de fonder des relations d'amitié et de confiance mutuelle, nécessite donc d'acquérir certaines informations sur les autres à travers des contacts et échanges répétés avec ceux-ci. Dans le même ordre d'idée, Amartya Sen affirme que l'engagement social émerge de la reconnaissance de l'interdépendance de la vie des différents individus au sein de la société, qui construit des obligations envers les autres à cause des relations politiques, économiques et sociales qui lient les individus¹⁷. En démocratie, si l'on veut espérer que des relations amicales s'établissent entre les citoyen-ne-s, il est important qu'ils et elles se rencontrent et apprennent à se connaître un minimum – dans la mesure où l'on

considère comme important qu'ils et elles reconnaissent le « monde commun » qu'ils et elles partagent, et ce, malgré les clivages qui les séparent.

Lorsqu'il se creuse un « fossé » de richesse trop important entre les membres d'une communauté politique, il devient plus difficile pour eux de voir les enjeux collectifs qui les touchent et plus facile de développer des préjugés sur les autres, ce qui érode la confiance et la propension à collaborer entre les extrémités de la hiérarchie sociale¹⁸. Or, nous verrons que cela est amplifié par la stratification sociale produite par les inégalités qui, au lieu de les affaiblir, renforce les barrières entre les classes, ce qui a comme conséquence de réduire les opportunités relationnelles et de couper les échanges d'informations entre elles.

En effet, il tend à se développer une ségrégation des lieux de résidence lorsque les inégalités de richesses divisent les districts urbains. Les inégalités économiques favorisent le développement de quartiers plus « prestigieux » qui sont rarement accessibles aux moins fortuné·e·s¹⁹. De plus en plus, les villes se fragmentent en différents secteurs dans lesquels les habitant·e·s se regroupent en fonction de leur classe économique. Cela s'explique en partie par le fait que, plus les inégalités sont élevées, plus les individus des classes privilégiées ont les moyens de garder les ressources pour eux-mêmes et de s'isoler des problèmes des moins avantagé·e·s. Comme le souligne Iris Marion Young, ce phénomène est souvent exacerbé par les politiques municipales. En effet, les municipalités utilisent souvent des tactiques de zonage pour assurer que seuls les individus les plus fortunés puissent s'y installer²⁰. Le sociologue Manuel Castells utilise même le terme de « ville duale » pour parler des grandes métropoles, tant la division urbaine y est devenue importante et les individus y sont compartimentés par classe²¹.

À cette ségrégation spatiale s'ajoutent aussi d'importants clivages de classes en ce qui concerne les centres d'intérêt. L'appartenance à une classe a une incidence profonde sur les modes de vie et de consommation, la participation aux activités et aux associations civiles, et va jusqu'à affecter les goûts et

préférences individuelles²². Corrélativement, riches et pauvres ne pratiquent pas les mêmes sports, ne vont pas voir les mêmes films au cinéma, n'écourent pas la même musique et ne prennent pas leurs vacances aux mêmes endroits. Par exemple, des études récentes ont montré que, de manière générale, les gens plus fortunés sont plus « omnivores » et avaient des goûts plus « nichés » en ce qui concerne la musique²³ ou encore la participation sportive²⁴. Parfois cela est directement causé par le manque d'argent ou de ressources des plus défavorisé·e·s, mais cela est aussi dû au développement des intérêts influencés par l'appartenance à une classe particulière. À ce sujet, Pierre Bourdieu affirme dans *La Distinction* que les préférences culturelles représentent même une « *expression distinctive* d'une position privilégiée dans l'espace social » qui « unit les classes supérieures en les distinguant de toutes les autres²⁵ ».

Enfin, et c'est peut-être le plus important : les individus fréquentent des institutions scolaires différentes selon leurs classes économiques²⁶. Puisque les parents choisissent eux-mêmes dans quelles écoles ils inscrivent leurs enfants, il tend à se produire une ségrégation scolaire entre les élèves issus des différentes classes économiques. Cette fragmentation se produit au niveau primaire et secondaire entre les écoles publiques fréquentées majoritairement par des élèves issus de milieux plus modestes et les écoles publiques fréquentées par des élèves provenant de milieux plus riches, mais également au sein des établissements d'enseignements supérieurs dans lesquels ces derniers sont aussi les mieux représentés²⁷. Or, l'éducation est la chose qui permet de briser le plus fortement les barrières de classe dans la formation d'amitié, car elle permet d'unir les individus autour des valeurs communes qui représentent des points d'ancrage pour l'établissement de liens entre eux²⁸.

Ces trois formes de coupure entre les classes sont interdépendantes les unes des autres. Comme le montre Manuel Castells, les pratiques de consommation sont largement dépendantes de l'accès préalable des différents groupes sociaux à une variété d'opportunités d'éducation, mais aussi à l'endroit qu'ils occupent dans l'organisation divisée de l'espace résidentiel²⁹. En d'autres

termes, la ségrégation résidentielle renforce la ségrégation scolaire qui, à son tour, renforce la ségrégation culturelle entre les classes. Mais en plus de la réduction des contacts, cette distance sociale rend le maintien à long terme des relations d'amitié plus laborieux pour les individus, car le rapprochement de deux « espaces sociaux » distincts nécessite souvent des efforts et des coûts supplémentaires qui réduisent la probabilité de liaisons durables³⁰.

Les inégalités sociales semblent donc solidifier les barrières relationnelles entre les classes économiques, en favorisant un contexte de dissimilarité très important entre les valeurs, les intérêts et les lieux de rencontre, qui diminuent grandement les interactions entre les citoyen·ne·s de classes économiques différentes et donc, les opportunités relationnelles entre ceux et celles-ci. Ce n'est probablement pas une coïncidence si, comme le remarque Putnam, les années 1950 et 1960 furent à la fois le moment où la société américaine fut le plus égalitaire et où l'on vit les plus hauts taux d'engagement civique et de « connectivité sociale », alors que ces derniers déclinèrent en même temps que les inégalités augmentèrent dans les décennies qui suivirent. De plus, ses recherches montrent que le même constat peut être fait au sein même de la société américaine entre ses différents États à une époque donnée; les plus égalitaires ont tendance à être plus connectés socialement. Il en conclut que l'égalité et la fraternité sont des valeurs complémentaires³¹.

Si, comme John Rawls et Amartya Sen, nous pensons que les interactions et les flux d'information entre les individus d'origines sociales différentes sont importants pour le développement de la fraternité en démocratie, notamment parce que les gens doivent prendre conscience de leur dépendance mutuelle et de leur coparticipation au même système de coopération, il semble donc qu'un certain niveau d'égalité entre les citoyen·ne·s s'impose, simplement pour l'établissement de modes de vie qui ne sont pas trop « éloignés » et « déconnectés » les uns des autres, autant sur le plan social, spatial et économique. Or, une société fortement divisée en strates risque de produire des distorsions

communicationnelles entre les classes, encourager la stigmatisation de la pauvreté en affaiblissant leur sentiment d'interdépendance et rendre plus exigeant l'établissement de liens durables entre celles-ci. Nous pourrions clore l'argument ici, mais la réponse au problème de la stratification demeurerait incomplète. La dernière partie montrera pourquoi l'égalité économique et politique est conditionnelle à une répartition relativement « horizontale » de l'amitié, car le maintien à long terme d'un certain niveau d'égalité entre les citoyens ne s nécessite le développement de liaisons fortes entre les individus de différentes classes économiques. Il importe donc de traiter cette problématique du point de vue du *bonding*.

5. La solidarité et la reproduction des inégalités

On a tendance à voir l'amitié comme une forme de relation désintéressée et que l'on désire uniquement pour elle-même. Pour autant, il serait absurde d'affirmer que nos amitiés n'ont aucune valeur instrumentale. Qu'on le veuille ou non, nos relations amicales peuvent non seulement fournir des biens qui émergent de la relation elle-même, comme un sentiment de confiance en soi, du plaisir ou encore du support émotionnel, mais aussi, et c'est ce qui nous intéressera ici, des avantages matériels et économiques³². On peut par exemple penser aux prêts et aux dons d'argent ou de biens matériels, aux opportunités d'emploi ou d'affaire, à l'entraide lors de difficultés ou encore à l'accès à certains privilèges.

À ce sujet, Pierre Bourdieu comprend le capital social d'une manière différente que Robert Putnam. Alors que ce dernier le considère comme ayant une valeur collective, Bourdieu le définit comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance » que possède un individu et qui lui procurent de nombreux bénéfices³³. Il conçoit le capital social comme interdépendant des autres formes de capital (économique, culturel et symbolique), car son acquisition est à la fois conditionnelle à leur possession, mais permet aussi en retour leur accroissement et leur accumulation³⁴.

Le succès économique d'un individu est, du moins en partie, le résultat du capital social qu'il possède. Le problème est que, plus un individu est riche, plus ceux et celles qui établissent des liaisons avec lui risquent d'être avantagé·e·s par la relation. La position hiérarchique de nos connexions peut donc être un « actif » qui a une valeur économique indépendante des talents individuels et du travail.

Or, comme nous l'avons vu, puisque les inégalités sociales renforcent la stratification sociale, les liens de *bonding*, qui favorisent la solidarité, se font de plus en plus entre personnes issues d'une même classe socio-économique, car il y a moins de ponts et d'opportunités de contact entre les différentes communautés. Donc, plus une personne est fortunée, plus elle est susceptible de profiter de la solidarité d'autres individus fortunés, et vice versa. La portée de la solidarité risque donc d'être fortement réduite et d'avoir un effet moins redistributif dans l'ensemble de la société, qu'on parle de ressources ou d'opportunités. Bref, la solidarité entre les individus, si elle n'est pas répandue de manière verticale, peut renforcer les inégalités, car elle répartit les « avantages relationnels » inégalement en favorisant ceux qui, préalablement, sont déjà favorisés.

Cette asymétrie de capital social entre les classes risque de reproduire les inégalités économiques, puisque « [l]es profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles³⁵ ». Mais, de la même manière, cela risque également de produire de graves inégalités politiques. En effet, comme le défendent plusieurs auteurs, les inégalités économiques (qui sont amplifiées par la stratification) se transforment rapidement en inégalités politiques par le pouvoir de l'argent³⁶. La distribution inégale de l'argent va de pair avec une asymétrie de moyens pour financer les partis politiques (voire sa propre candidature), influencer l'opinion publique et soudoyer directement les politiciens. Comme le montre Thomas Christiano, l'argent est aussi une forme de pouvoir indépendant, qui permet à ceux qui en ont beaucoup de contrer les lois et les décisions

politiques, voire d'empêcher leur adoption³⁷. Cela se perçoit directement dans la répartition de l'attention que les politiciens portent aux différents quartiers et « l'énergie » dépensée à satisfaire leurs préférences. Des études montrent que les élu·e·s sont plus réactif·ve·s aux demandes des quartiers riches et dirigent une quantité disproportionnée de ressources vers les enjeux qui touchent ceux-ci, négligeant souvent les citoyen·ne·s des communautés pauvres et les laissant insuffisamment représenté·e·s³⁸. Mais, le problème de la stratification ne s'arrête pas là et va plus loin que l'accroissement de l'influence directe de l'argent.

Effectivement, l'accès à certaines positions politiques dépend parfois de ce que Bourdieu appelle un « *placement relationnel* ». Les individus issus des classes supérieures possèdent des biens matériels et culturels exclusifs qui, donnant accès à un plus grand capital social, peuvent « se monnayer en carrière politique³⁹ ». Le fait de fréquenter des individus riches et influents peut fournir aux individus des « appuis » politiques de grande valeur et une honorabilité qui a le potentiel d'augmenter leur pouvoir d'influence et leur crédibilité au sein de la population, ce qui peut parfois faire la différence entre une victoire ou une défaite électorale⁴⁰. Des liens de *bonding* trop importants au sein des classes économiques peuvent donc, de manière générale, affecter positivement la performance politique des riches et négativement celle des pauvres, indépendamment de leurs idées, leurs compétences et leur qualité de candidat·e.

Enfin, la stratification sociale risque aussi d'avoir comme conséquence de répartir inégalement les bénéfices de l'entraide entre les citoyen·ne·s, ce qui peut se traduire en asymétrie des préférences au sein de la société civile. La réduction des contacts des plus fortunés avec les communautés plus pauvres réduit les chances que celles-ci bénéficient de leur aide, puisque la bienfaisance et l'altruisme sont, la plupart du temps, tournés vers des objets de proximité⁴¹. Les humains ont souvent tendance à prioriser l'aide envers leurs proches et s'impliquent généralement dans les causes sociales les plus près de leur réalité culturelle, sociale

et géographique. Comme le montre Iris Marion Young, la ségrégation tend à aveugler ceux et celles qui se trouvent dans des positions privilégiées de la situation et des problèmes des moins privilégiés, car le manque de contact avec la réalité des autres empêche une véritable comparaison⁴². Étant dépourvus de *bonding* avec les plus fortunés, les pauvres ont donc moins de chance de profiter de leur assistance et de leur générosité. Leurs associations civiles, leurs projets politiques et les mouvements sociaux auxquels ils et elles prennent part risquent donc de recevoir considérablement moins de soutien (peu importe la forme qu'il prend) de la part des individus dont la valeur instrumentale du lien amical est la plus importante. Un exemple marquant est la répartition des dons philanthropiques. Alors qu'en théorie, nous pouvons penser que la majorité des dons charitables vont à des causes qui aident les plus démunis, ce sont en réalité les causes à proximité de l'élite économique qui profitent le plus de leur «générosité». Cela est particulièrement vrai dans des domaines comme l'éducation et la santé, où les écoles et les hôpitaux ayant les coffres les mieux remplis sont aussi ceux qui reçoivent le plus de dons, justement parce que ce sont les plus riches qui fréquentent ces établissements⁴³. Pour les pauvres, cela signifie que leur capacité à s'organiser et leur taux de représentation dans la société civile risquent donc d'être fortement amoindris par rapport à un contexte relationnel plus égalitaire. Une certaine distance entre les individus de groupes homogènes et un rapprochement entre des communautés plus hétérogènes permettraient probablement l'émergence de formes de solidarité plus larges, inclusives et englobantes, ce qui favoriserait plus d'égalité⁴⁴.

En résumé, les acteurs qui jouissent d'un haut niveau de capital social peuvent le convertir en influence politique, que ce soit pour avoir un accès direct au processus législatif ou pour augmenter leur rapport de force dans la société civile. Les liens de *bonding* entre classes économiques, puisqu'ils encouragent une distribution inégale du capital social entre riches et pauvres, risquent donc fortement de produire (et reproduire) des inégalités économiques et politiques entre ceux-ci. En effet, ces liaisons exacerbent

les inégalités politiques déjà produites par les inégalités économiques, offrent des avantages « non financiers » importants qui contribuent à la performance politique des plus riches et finalement, diminuent l'entraide et la solidarité « extra-classe », ce qui désavantage les plus démunis sur le plan de la participation civique dans la société civile.

6. Conclusion

Nous pouvons conclure que, d'un point de vue empirique, l'égalité et la fraternité doivent être considérées comme les deux faces d'une même pièce. Les opportunités économiques et politiques d'un individu dépendent largement d'un accès à des réseaux d'interaction et de solidarité avec les autres membres, mais un niveau d'inégalité trop élevé crée des asymétries entre riches et pauvres, non seulement en ce qui concerne leur capacité à accéder à ces réseaux, mais aussi à la valeur instrumentale relative de ceux dont ils font partie. En effet, il semble exister un processus dans lequel les inégalités sociales tendent à renforcer la stratification sociale qui diminue les possibilités d'interactions entre les individus provenant de différentes classes économiques et par le fait même, la création de liens d'amitié nécessaires en démocratie. Cela crée des coupures de communications et mine la compréhension des situations particulières entre les individus qui risquent de ne plus se reconnaître comme des partenaires d'un même système politique. Le capital social créé par *bonding*, s'il n'est pas accompagné de mécanismes encourageant le *bridging*, ne risque donc pas de faire de l'amitié un atout démocratique qui pose les bases d'une « solidarité généralisée ». Mais, inversement, la solidarité peut renforcer les inégalités politiques et économiques si sa portée est trop restreinte et qu'elle opère de manière horizontale, car elle répartit le capital social (et les avantages qui en découlent) inégalement de manière à reproduire, voire amplifier l'ordre social inégalitaire.

En plus d'être une attaque envers l'égalité démocratique, ce phénomène risque aussi d'affecter négativement le fonctionnement

réel des institutions politiques. Comme nous l'avons vu, si les écarts de richesses augmentent les risques de corruptions du processus démocratique, le manque de fraternité entre les membres fait chuter la participation politique et la confiance envers les institutions, réduit les échanges d'informations et mine la capacité générale à intervenir dans la sphère publique des citoyens et citoyennes. Il ne s'agit donc pas simplement d'une question de justice, mais d'un problème important qui menace la pérennité de la démocratie.

Pour finir, d'autres recherches seront nécessaires pour trouver des moyens permettant de renverser ce processus qui affaiblit la démocratie. Nous avons des raisons de croire que la réduction des inégalités économiques favorisera une répartition plus hétérogène des relations d'amitié entre les membres, mais aussi que l'établissement d'une telle répartition favorisera plus d'égalité. Une partie de la solution passe donc probablement par une réduction des inégalités économiques (et donc politiques) directement par des mécanismes redistributifs de biens et de richesses. Mais, comme le propose Chiara Cordelli, nous pourrions aussi réfléchir aux conditions d'une « structure distributive relationnelle », qui offrirait des opportunités relationnelles de manière plus égalitaire et donc, répartirait ce qu'elle appelle le *capital relationnel* de manière plus équitable⁴⁵. Cela aurait possiblement l'effet de mitiger les inégalités socio-économiques existantes au lieu de les renforcer. En guise d'exemple, nous pouvons penser à des politiques publiques rendant obligatoire la construction de logements sociaux dans tous les quartiers sans aucune exception, des incitatifs fiscaux offerts uniquement aux associations inclusives ou encore un financement accru des écoles publiques jumelé à un « définancement » des écoles privées. Dans tous les cas, l'avenir de la démocratie semble dépendre de la capacité de nos institutions de réaliser à la fois une distribution égalitaire de la richesse et des relations égalitaires entre les citoyen·ne·s.

1. Aristote, *Éthique à Nicomaque*, trad. Richard Bodéüs, Paris, Flammarion, 2004, p. 408-409.

2. *Ibid.*, p. 426-427.
3. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique I*, Paris, Gallimard, 1961, p. 43-44.
4. Robert D. Putnam, *Bowling alone: the collapse and revival of American community*, New York, Simon & Schuster, 2000, p. 18, je traduis.
5. *Ibid.*, p. 21.
6. *Ibid.*, p. 398.
7. *Ibid.*, p. 399.
8. *Ibid.*, p. 22.
9. Graham Allan, «Friendship, Sociology and Social Structure», dans *Journal of Social and Personal Relationships*, vol. 15, n° 5 (2014), p. 685–702; Johannes Stauder, «Friendship networks and the social structure of opportunities for contact and interaction», dans *Social science research*, vol. 48 (2014), p. 234-50; Tom O’Shea, «Sexual Desire and Structural Injustice», dans *Journal of Social Philosophy*, vol. 52 (2021), p. 587-600; Ted Mouw et Barbara Entwisle, «Residential segregation and interracial friendship in schools», dans *American Journal of Sociology*, vol. 112, n° 2 (2006), p. 394–441; Matthijs Kalmijn, «Sex segregation of friendship networks individual and structural determinants of having cross-sex friends», dans *European Sociological Review*, vol. 18, n° 1 (2002), p. 101–117.
10. Chiara Cordelli, «Distributive justice and the problem of friendship», dans *Political Studies*, vol. 6, n° 3 (2015), p. 679–695.
11. Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris, Le Seuil, 2017, p. 352.
12. Waheed Hussain, «Pitting people against each other», dans *Philosophy and public affairs*, vol. 48, n° 1 (2020), p. 79-113.
13. Coulangeon Philippe, «Stratification sociale», dans Serge Paugam (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Que Sais-Je?», 2010, p. 101-102.
14. John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Éditions Points, 2009, p. 509.
15. *Ibid.*
16. *Ibid.*
17. Amartya Sen, «Social Commitment and Democracy: The Demands of Equity and Financial Conservatism», dans Paul Barker (dir.), *Living as Equals*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 35

18. Eric M. Uslaner, «Trust and civic engagement in East and West», dans Gabriel Bădescu et Eric M. Uslaner (dir.), *Social capital and the transition to democracy*, Londres, Routledge, 2003, p. 85.
19. Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris, Le Seuil, 2017.
20. Iris Marion Young, *Responsibility for justice*, Oxford, Oxford University Press, 2013 p. 249.
21. Manuel Castells, *The Informational City: Information Technology, Economic Restructuring and the Urban-Regional Process*, Oxford, Basil Blackwell, 1989, p. 343-344.
22. Wendy Bottero, *Stratification: social division and inequality*, Londres, Routledge, 2005.
23. Philippe Coulangelon, «La stratification sociale des goûts musicaux : le modèle de la légitimité culturelle en question», dans *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 1 (2003), p. 3-33.
24. Paul Widdop et David Cutts, «Social Stratification and Sports: Participation in England», dans *Leisure Sciences*, vol. 35, n° 2 (2013), p. 107-128.
25. Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1976, p. 79
26. Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Paris, Éditions du Seuil, 2019, p. 1199-1200.
27. Christian Maroy et Pierre Casinius Kamanzi, «Marché scolaire, stratification des établissements et inégalités d'accès à l'université au Québec», dans *Recherches sociographiques*, vol 58, n° 3 (2017), p. 581-602.
28. Henryk Domański et Dariusz Przybysz, «Friendship Patterns and Social Inequality», dans *International Journal of Sociology*, vol.42, n° 1 (2012), p. 31-59.
29. Manuel Castells, *City, class, and power*, trad. Elizabeth Lebas, Londres, Macmillan, 1978, p. 39.
30. Joan de Martí et Yves Zenou, «Segregation in Friendship Networks», dans *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 119 (2017), p. 656-708.
31. Robert D. Putnam, *op. cit.*, p. 422-423.
32. Chiara Cordelli, «Distributive justice and the problem of friendship», dans *Political Studies*, vol. 63, n° 3 (2015), p. 679-695.

33. Pierre Bourdieu, «Le capital social. Notes provisoires», dans Antoine Bevort (dir.), *Le capital social: Performance, équité et réciprocité*, Paris, La Découverte, 2006, p. 31.
34. *Ibid.*, p. 32.
35. *Ibid.*
36. Julia Cagé, *Le prix de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2015 ; David Robichaud et Patrick Turmel, *Prendre part : considérations sur la démocratie et ses fins*, Montréal, Atelier 10, 2020.
37. Thomas Christiano, «Money in Politics», dans David Estlund (dir.), *The Oxford Handbook of Political Philosophy*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 241-257.
38. Patrick Flavin et William Franko, «Economic Segregation and Unequal Policy Responsiveness», dans *Political Behavior*, vol. 42, n° 3 (2020), p. 845-864.
39. Pierre Bourdieu, *op. cit.*, 1979, p. 149.
40. *Ibid.*, p. 148.
41. John Rawls, *op. cit.*, p. 542.
42. Iris Marion Young, «Residential segregation and differentiated citizenship», dans *Citizenship Studies*, vol. 3, n° 2 (1999), p. 242.
43. Rob Reich, *Just Giving: Why Philanthropy Is Failing Democracy and How It Can Do Better*, Princeton, Princeton University Press, 2018, p. 85.
44. Stephanie M. Stern, «The Dark Side of Town: The Social Capital Revolution in Residential Property Law», dans *Virginia Law Review*, vol. 99, n° 4 (2013), p. 874-875.
45. Chiara Cordelli, *op. cit.*, 2015.

